

23/2

GRUPE DU PORTE PAROLE

INFORMATION
URGENTE

M. le président
MM. les vice-présidents
MM. les membres de la Commission

M. le secrétaire exécutif
MM. les directeurs généraux
MM. les chefs des services communs

Bruxelles, le 14 février 1966
P. 19.599

Je vous prie de trouver ci-joint le texte de deux interviews accordées respectivement par M. Colombo, Ministre du Trésor italien et par M. Zagari, Sous-Secrétaire aux Affaires Etrangères après la réunion de Luxembourg.

B. Olivi

Annexe

DISCUSSIONE

6 février 1966

Notre interview de M. COLOMBO, ministre du trésor, chef de la délégation italienne à Luxembourg

Le "retour" de la France ouvre de nouvelles perspectives à la CEE

A Luxembourg, où il a participé aux réunions du Conseil de la CEE, qui a vu le retour du gouvernement français à la table des négociations, alors que celui-ci se tenait depuis sept mois à l'écart de la vie communautaire, le ministre du trésor, M. Emilio COLOMBO a joué un rôle de premier plan dans l'action des Cinq visant à amener la France à participer activement de nouveau à l'intégration européenne. M. Colombo commente dans ^{cette} interview accordée à la "Discussione" la signification de l'événement et des perspectives qui en découlent.

Le retour de la France à la table des négociations a été salué avec satisfaction dans les pays de la CEE en particulier en Italie. Aujourd'hui, la délégation précitée parvient à jouer un rôle de premier plan dans le "dégel". Quel est la signification de cet événement?

Nous avons salué avec satisfaction le retour de la France au Conseil de ministres de la Communauté économique européenne avant tout parce que cela signifie la reprise de la vie normale de la Communauté interrompue depuis sept mois environ après la crise du 30 juin. Mais notre satisfaction est liée aussi à la conviction que, bien qu'il y ait des divergences entre notre conception de l'avenir de l'Europe et la conception qui est aujourd'hui celle des gouvernants français, l'Europe ne peut se développer sans la France. C'est une grande nation qui constitue un grand marché, qui possède des traditions politiques, tous éléments essentiels pour l'Europe.

L'Italie en particulier serait en difficulté dans une Europe à Cinq comme celle que certains ont souhaitée durant les mois précédents. Même si nous sommes conscients que le chemin à parcourir sera difficile, nous devons éprouver une profonde satisfaction à la reprise de la vie normale de la Communauté et considérer, en tant qu'"européens", comme positif le fait d'avoir surmonté une crise qui menaçait de devenir grave et que certains considéraient comme insoluble.

Nous sommes d'autant plus satisfaits que l'objectif de la reprise de la vie communautaire a été atteint dans le respect total de la lettre et de l'esprit du Traité.

Au cours de la dernière réunion du Conseil de ministres, il a été décidé pour favoriser le retour de la France, de renvoyer la discussion sur le problème du principe de l'"unanimité" ou de la "majorité" jusqu'à que les "Six" se trouvent pour la première fois en face de décisions ayant un caractère obligatoire. Cela constitue-t-il un simple renvoi ou au contraire doit-on considérer qu'il s'agit d'un pas en avant susceptible de favoriser une solution future du problème?

Il n'est pas exact que la discussion sur la question de l'unanimité ou la majorité a été renvoyée au moment où les "Six" se trouveront en face d'une décision de caractère obligatoire. Même les Français ne donnent pas ce sens à leurs réserves. Tout le monde est d'accord pour estimer que pour pouvoir voter à la majorité dans cette phase délicate et difficile de construction de l'édifice communautaire qui durera jusqu'à la fin de la période transitoire, il est souhaitable que, surtout pour les questions les plus difficiles, on fasse tout pour parvenir à des solutions acceptées par tous et qui tiennent compte des intérêts de tous.

La différence constatée dans les positions qui se sont dessinées à l'issue des récentes discussions est que, tandis que les Cinq estiment devoir passer au vote majoritaire après avoir fait une tentative raisonnable pour trouver des solutions unanimes, la France dit: "Il faut chercher encore, tenter encore, se convaincre réciproquement jusqu'à ce que l'on trouve une solution de compromis". Mais, ainsi qu'il ressort du reste de la discussion, cette affirmation ne veut pas dire que la France rejetterait ou n'appliquerait pas une décision prise à la majorité. Du reste, dans tous les rapports et surtout dans les rapports entre les Etats, la bonne règle est d'éviter tout acte qui puisse donner l'impression que l'on se désintéresse des bonnes raisons d'autrui.

Estimez-vous que les dernières élections françaises ont influé favorablement sur le gouvernement de Paris? A votre avis, existait-il une pression populaire et démocratique dans un sens "européen" sur de Gaulle?

J'estime avant tout que, tout comme nous sommes convaincus que l'Europe doit se construire avec la France, la France sait ne pas pouvoir faire durablement une politique contre l'Europe ou sans l'Europe. Et cela aussi bien sur le plan économique que sur le plan national.

C'est ma conviction que les élections françaises ont montré que l'"européisme" est profondément enraciné dans les consciences populaires, qu'il est capable d'avoir une influence électorale de sorte que ceux qui gouvernent ou sont appelés à gouverner les peuples européens ne peuvent pas ne pas en tenir compte.

Dans cette nouvelle phase, le "front unique" des "Cinq" aura-t-il encore les moyens de se manifester pour la défense de la Communauté?

Les accords intervenus requièrent que dans ce que vous appelez la "nouvelle phase" l'esprit communautaire se reconstitue intégralement et par conséquent qu'à priori aucune division n'apparaisse entre les membres du Conseil. Sans aucun doute, ce sera le devoir de tous ceux qui ont des conceptions supranationales solidement enracinées de défendre énergiquement en toutes circonstances ce que le Traité contient de supranationalité.

Après l'accord de Luxembourg, quelles sont les initiatives pouvant faciliter la relance de l'Europe?

Je crois que, dans la situation actuelle, l'initiative la plus sérieuse et la plus complète qu'on puisse adopter pour la relance de l'Europe politique est de faire fonctionner, si possible avec aisance, ce que l'on peut appeler le noyau de l'Europe politique, c'est-à-dire les trois Communautés, puis maintenir vivace l'idéal européen pour tous les peuples du vieux continent et surtout dans les nouvelles générations, parce que les initiatives politiques naissent et se réalisent lorsqu'elles sont soutenues par la conviction populaire la plus vaste et la plus profonde.

- D - Comment peut-on juger la réserve française sur l'adoption du vote à la majorité?
- R - "Au cours des prochains mois, même si, sur des problèmes concrets, il est permis à l'un des six gouvernements en désaccord avec les cinq autres d'invoquer l'importance du problème en discussion afin d'éviter un vote à la majorité, et de demander que l'unanimité soit recherchée, il est évident que ces situations, en raison de leur caractère nécessairement critique et anormal dans le cadre de la vie communautaire, ne pourront se répéter outre mesure sans affaiblir la position du pays membre qui en sera à l'origine; surtout alors que ce dernier avait, récemment encore, donné son adhésion à une interprétation authentique du Traité telle que celle qui a été confirmée dans la nuit de samedi".
- D - Quel enseignement peut-on tirer de la crise surmontée aujourd'hui?
- R - "A ce sujet, il est plus que jamais nécessaire d'analyser et de dégager, au delà des hypothèses de caractère juridique et diplomatique, l'importance du rôle joué par les réalités économiques et les impératifs de la production sur lesquels le projet et la construction européenne fondent leurs perspectives de développement et dont ils ont également montré récemment qu'ils tiraient leur force et leur inspiration pour surmonter la situation de crise. En effet, je pense que telle est la leçon encourageante qui doit être tirée du moment présent; l'unité de l'Europe répond à des critères et à des impératifs économiques, financiers, techniques, scientifiques et sociaux qui, dans la seconde moitié du XXème siècle, ne peuvent être négligés; il ne peuvent être négligés ni au nom d'un schématisme sectaire et doctrinaire, ni encore moins au nom de velléités funambulesques".
- D - Comment juges-tu l'attitude française?
- R - "La nécessité d'adapter l'appareil de production du continent aux exigences de modernisation technique et aux dimensions des facteurs de production et des marchés que la concurrence américaine et soviétique impose, a trouvé un ample écho dans la modération dont le gouvernement français a fait preuve à la réouverture du dialogue; les élections présidentielles et les doutes profonds que l'électorat français a manifestés en cette circonstance à l'égard de la politique du gouvernement, ne sont pas restés sans effet".
- D - Estimes-tu que l'on puisse dire que la crise est surmontée?
- R - "Il s'agit d'une crise de croissance de la Communauté et non d'une crise de fond dans ses motivations les plus solides et les plus profondes; la réalité économique a pris le pas sur les prises de position purement politiques et cela notamment en vertu du fait que, par exemple, le thème du développement et du renforcement des rapports économiques, commerciaux, techniques et scientifiques avec les pays de l'Europe de l'Est ne représente plus une prérogative exclusive et un terrain fertile pour une stratégie diplomatique axée sur la création d'une troisième force, mais est devenu l'objectif commun d'un effort coordonné que les pays démocratiques de l'Europe occidentale entendent développer de façon organisée, consciente de ses liens avec le progrès de la paix et du désarmement dans le monde. Il résulte de cette constatation la résolution et le devoir de poursuivre l'œuvre entreprise avec tenacité sur le plan des réalités concrètes et libres de préjugés: c'est sur ce terrain que l'Europe peut se retrouver et le calendrier des prochaines réunions de Bruxelles est à cet égard significatif et précis: les problèmes de l'agriculture européenne et la définition d'une organisation continentale qui en favorise la rationalisation et la coordination, le "Kennedy Round" et ses échéances impératives, les problèmes sectoriels, comme ceux des marchés des matières grasses, du tabac, des fruits et légumes, attendent des solutions définitives acceptées et souhaitées par tous les partenaires communautaires".

D - En définitive, quelle conclusion peut-on tirer des événements récents?

R - "A ce propos je voudrais exprimer la satisfaction qu'éprouve le gouvernement italien et tous ceux qui estiment que l'élargissement de l'Europe, en premier lieu grâce à l'adhésion de la Grande-Bretagne, constitue une condition spécifique du développement démocratique d'un plus vaste espace économique et politique à voir éliminées ces hypothèses que je qualifierais de solutions de pis aller, qui aboutissaient à envisager la possibilité de lancer une Europe à cinq comme conséquence inévitable de la dissidence du gouvernement de Paris; et cette satisfaction tire sa raison d'être non seulement de l'importance déterminante de la contribution française au processus d'unification et du fait que la défection de la France aurait inévitablement entraîné le déclin des possibilités d'une adhésion sincère de la Grande-Bretagne (adhésion dont l'idée est désormais arrivée à maturité selon les récentes déclarations du ministre des Affaires Etrangères, M. Stewart) à un organisme qui aurait été ouvertement en crise, mais aussi de la constatation que la rupture aurait constitué un douloureux processus d'invololution par rapport à l'objectif que j'ai mentionné précédemment, c'est-à-dire le passage de la formule actuelle à six à celle d'une grande Europe".
